

D'UNE CRISE DE VALORISATION A UNE CRISE DE REALISATION

**Contribution à une approche multidimensionnelle
des crises de la production capitaliste**

**Communication à la section Economie du VI^e Congrès Marx International
Université de Paris-Ouest-Nanterre
les 22-25 septembre 2010**

Résumé

La contradiction fondamentale de la production capitaliste est celle entre le développement des forces productives (en définitive l'augmentation de la productivité du travail social) et les rapports de valeur dans lesquels le capital entend inscrire ce développement. Cette contradiction se manifeste dans une double tendance à la baisse du taux de profit et à la hausse du taux de plus-value, synonyme d'une baisse de la part des salaires dans la « *valeur ajoutée* ». La crise de la production capitaliste prend alors nécessairement deux formes à la fois, qu'elle accentue cependant de manière différentielle dans sa dynamique : crise de valorisation et crise de réalisation. Sur la base de ces éléments théoriques, il s'agit de proposer une interprétation du cours de la crise capitaliste qui s'est ouverte au milieu des années 1970 et qui, en un sens, n'est toujours pas résolue.

Summary

In the capitalistic form of social production, there is a fundamental contradiction between productive forces' development (ultimately the increase of social labor productivity) and the value ratios in which the capital intends to contain this development. This contradiction appears on one hand in a downward trend of the profit rate and on the other hand in the rise of the surplus-value rate, which means a fall of the wages' share in the "*value-added*". Therefore, any crisis of the capitalistic production shows us a double face at the same time: crisis of valorisation and crisis of realization, each face being more or less accentuated during the crisis itself. Those theoretical elements may allow us to an interpretation of the course of the capitalist crisis which began in the middle of the 1970's and which is still not solved nowadays.

Introduction

Chaque crise de la production capitaliste est l'occasion de tester à nouveau la pertinence de la matrice de l'intelligence des rapports capitalistes de production, de leurs contradictions internes et de leur dynamique, dont la critique marxienne de l'économie politique a jeté les bases. Il est donc normal qu'elle conduise non seulement à réinterroger et réinterpréter les fondements de cette critique, en en exhibant à l'occasion des dimensions jusqu'alors méconnues ou négligées, mais encore à reprendre de vieux débats provisoirement clos à la suite de précédentes crises et de leur résorption. Ce qui ne va pas généralement sans susciter des discussions, des tensions et même des polémiques entre marxistes (et non marxistes), qu'opposent leur compréhension de la critique marxienne aussi bien que les courants ou écoles dont ils peuvent se revendiquer.

Depuis l'éclatement de la dernière crise financière en date, celle dite des *subprime*, une vive discussion de ce genre s'est développée dont différentes revues (*A l'Encontre*, *Carré Rouge*, *Contretemps*, *Inprecor*, *La Brèche*) se sont faites l'écho en même que les protagonistes à l'occasion. Le débat tourne notamment autour de la fameuse loi tendancielle de la baisse du taux de profit. La question ne se limite pas à l'évolution qu'a connue le taux de profit au cours de ces dernières années, que les appareils statistiques disponibles, du fait tant des lacunes de leurs données que surtout de la non congruence entre leurs catégories analytiques (celles de la comptabilité nationale) et les concepts marxistes, ne permettent d'évaluer que moyennant des conventions discutables. Plus fondamentalement, c'est la nature de cette loi qui est en cause, selon que l'on veut y voir l'*ultima ratio* de l'analyse marxiste ou que l'on considère, au contraire, qu'elle n'est que *l'une* des expressions *parmi d'autres* de la contradiction fondamentale de la production capitaliste : celle entre le développement des forces productives de la société et les rapports de valeur dans lesquels le capital tente de les enfermer en tant que valeur en procès.

La présente contribution se situe résolument dans cette seconde perspective englobante. Sa première partie en exposera les fondements analytiques. La deuxième montrera qu'elle trouve à se fonder dans la critique marxienne elle-même. La troisième enfin établira qu'elle permet de comprendre la dynamique longue de la crise de la production capitaliste qui s'est ouverte dans les années 1970.

1. Les deux faces de la contradiction fondamentale de la production capitaliste

Pour Marx, la valeur V de toute marchandise se mesure par la quantité de travail social nécessaire à sa production. Cette production consomme elle-même une certaine masse de moyens de production (matières premières, matières auxiliaires, énergie, moyens de travail divers : outils, machines, locaux, etc.) dont la valeur – en tant qu'ils sont des produits d'un travail passé, matérialisé : d'un travail mort dit Marx – ne fait que se transmettre à la marchandise créée et réapparaît donc comme telle dans V . Pour cette raison, Marx appelle la fraction du capital avancée sous forme de ces moyens sa partie constante ou capital constant ; et il la note c .

En même temps, cette transformation de moyens de production en un produit nouveau nécessite une dépense supplémentaire de travail vivant, elle correspond donc aussi à la formation d'une valeur nouvelle, ce que j'appellerai désormais la « valeur ajoutée », en détournant ainsi cette expression du sens dans lequel elle est habituellement prise en économie et en comptabilité (raison pour laquelle je l'assortis de guillemets) : c'est la valeur nouvelle formée par la dépense additionnelle de travail vivant que suppose la transformation des moyens de production en un produit nouveau et qui vient s'ajouter à la valeur anciennement formée, matérialisée dans les moyens de production qui ont été consommés au cours du procès de production, pour former la valeur totale du produit.

Dans cette « valeur ajoutée », une partie ne fait que restituer cette autre fraction du capital qui a dû être avancée pour s'approprier la force de travail et la faire fonctionner productivement ; c'est ce que Marx appelle la part variable du capital et qu'il note v . Elle est par définition égale à la valeur de la force de travail, puisque Marx présuppose que cette dernière s'échange à sa valeur, comme toute autre marchandise ; et, comme celle de toute autre marchandise, cette valeur est mesurée par la quantité de travail nécessaire à sa reproduction – ce que Marx appelle le travail nécessaire.

Tandis que l'autre partie de la « valeur ajoutée » correspond au surtravail que la mise en œuvre productive de la force de travail fournit gratuitement au capital : par la durée, l'intensité et la productivité de sa mise en œuvre, la force de travail fournit

ainsi plus de travail que ce qui est nécessaire à sa propre reproduction. Telle est, on le sait, l'origine de la plus-value que Marx note pl .

En définitive, selon Marx, la valeur V de toute marchandise (ou lot de marchandises) produites de manière capitaliste peut ainsi se décomposer en trois éléments (c , v et pl) et s'écrire : $V = c + v + pl$. Toutes les difficultés que le capital va rencontrer dans le cours de son procès de reproduction peuvent se réduire en définitive aux évolutions des différents *rappports* entre ces *trois* éléments composant la valeur des marchandises à travers la production et la circulation desquelles il se valorise. Deux de ces rapports vont nous intéresser tout particulièrement ici. Il convient donc de s'arrêter sur eux.

Le premier est ce que Marx appelle le *taux de plus-value*. Il se définit par le rapport pl/v et Marx le note pl' : c'est le rapport entre la part non payée (mais appropriée sous forme de plus-value) et la part payée (sous forme de salaire) de la « valeur ajoutée ». Le taux de plus-value est la mesure en valeur du rapport entre le surtravail et le travail nécessaire. Remarquons que, si l'on note e le rapport $pl/(v + pl)$, qui mesure la part de la plus-value dans la « valeur ajoutée », on peut écrire $e = pl'/(1 + pl')$. Comme pl' , e constitue un indice du degré d'exploitation de la force de travail en rapportant la plus-value non plus au seul capital variable (le salaire) mais à l'ensemble de la « valeur ajoutée ».

Le second rapport qui nous intéresse ici est ce que Marx appelle *la composition organique du capital*. C'est le rapport c/v qui, pour un taux de plus-value donné, est l'indice en valeur du rapport entre la quantité de travail mort mis en œuvre (la masse des moyens de production consommés) et la quantité de travail vivant (payé et non payé) qui mobilise (met en mouvement, transforme productivement) la précédente. Indépendamment du taux de plus-value, la mesure en valeur de ce dernier rapport nous est donné par le rapport $k = c/(v + pl)$ qui rapporte le capital constant à la totalité de la « valeur ajoutée ».

Lorsque Marx passe à l'analyse de la dynamique du procès de reproduction du capital, il montre successivement qu'une reproduction simple du capital est impossible (c'est une simple hypothèse d'école) : le capital doit nécessairement s'accumuler par conversion d'une partie de la plus-value en capital additionnel ; et que l'accumulation du capital ne peut être purement extensive : elle ne peut se produire par simple extension (spatiale et sociale : à d'autres territoires et d'autres

branches de production) des modes de produire existant ; il lui faut devenir intensive, c'est-à-dire viser à augmenter la productivité du travail. Dans ces conditions :

- D'une part, le taux de plus-value tend à augmenter, ce qui n'est jamais que l'indice en valeur de l'accroissement du surtravail relativement au travail nécessaire. C'est le mécanisme même de production de ce que Marx nomme la plus-value relative. Autrement dit encore, la part de la plus-value dans la « valeur ajoutée » augmente tandis que la part des salaires diminue : p' augmentant, e augmente également en tendant asymptotiquement vers 1.

- D'autre part, la quantité de travail mort mis en œuvre par le capital tend à augmenter relativement à la quantité de travail vivant qui le met en œuvre. En conséquence, la composition organique du capital aussi bien que le rapport k tendent eux aussi à augmenter.

Evidemment, dans l'un et l'autre cas, il existe des contre-tendances. Dans le premier, la principale contre-tendance est... la lutte du prolétariat. Cette lutte tend en effet toujours aussi à élargir et enrichir la norme de consommation des différentes couches et catégories de salariés, soit le panier des biens et des services considérés comme socialement nécessaires à la reproduction de leur force de travail, et qui fixe par conséquent la quantité de travail socialement nécessaire à cette reproduction. Cette lutte tend donc à contrer la dévalorisation de cette dernière, à contrecarrer la baisse de la part des salaires dans la « valeur ajoutée » qui résulte de l'augmentation de la productivité à durée et intensivité du travail constantes et à norme de consommation inchangée. Dans le second cas, les progrès de la productivité du travail tendent à dévaloriser aussi bien les éléments matériels entrant dans la composition du capital constant que ceux entrant dans celle du capital variable, limitant d'autant la hausse de la composition organique. Mais si ces contre-tendances peuvent freiner les tendances précédentes, en ralentir et en différer les effets, elles ne peuvent les bloquer et encore moins les inverser.

Or ces tendances conduisent nécessairement à dresser une double barrière sur la voie de la poursuite de la reproduction du capital. D'une part, lorsque s'accroît la productivité du travail et que, par conséquent, augmente aussi la quantité de travail mort mis en œuvre relativement au travail vivant qui le met en œuvre, le taux de profit tend nécessairement à diminuer. Ce taux de profit p' est le rapport de la plus-value à l'ensemble du capital avancé : $p' = pl/(c + v)$. En divisant le numérateur et le dénominateur de cette fraction par $v + pl$, on peut l'écrire sous la forme : $p' =$

$e/(k + 1 - e)$. Et on constate que, dans les conditions ici posées, e tendant vers 1 tandis que k augmente, p' diminue nécessairement : le taux de profit chute du fait de l'augmentation du capital constant relativement à la « valeur ajoutée », quelle que puisse être par ailleurs la hausse du taux de plus-value, autrement dit du rapport entre les deux parts (payée et non payée par le capital) de la « valeur ajoutée ». Or le taux de profit mesure le degré de valorisation du capital et sert d'aiguillon à l'accumulation de ce dernier ; concrètement, il constitue le motif essentiel des décisions d'investissement (de formation de capitaux additionnels ou de nouveaux capitaux), de non investissement ou même de désinvestissement prises par les capitalistes. Toute baisse continue et prolongée de ce taux conduit à terme à un ralentissement et finalement un blocage de l'accumulation du capital.

Mais l'autre incidence de l'accroissement de la productivité du travail ne produit pas moins, d'autre part, le même résultat, par d'autres biais. En effet, lorsque la part des salaires dans la « valeur ajoutée » diminue, c'est une des sources essentielles de la demande finale (à côté de la demande en moyens de production émanant des entreprises) qui petit à petit se tarit : c'est une part toujours moins grande de la valeur V du produit social (que l'on réduira ici par hypothèse à une seule et unique marchandise et que l'on pourra donc écrire : $V = c + v + p/l$) dont la réalisation peut s'obtenir par l'échange contre les salaires v tandis qu'une part toujours plus grande doit s'échanger contre du capital constant c ou de la plus-value p/l (que celle-ci soit dépensée comme revenu ou convertie en capital additionnel). Dans ces conditions, il est inévitable que les équilibres entre les deux sections productives que Marx distingue dans ses célèbres schémas de la circulation et de reproduction du capital social, exposés dans la section III du Livre II du *Capital*, finissent par se trouver perturbés ; plus précisément, l'accumulation dans la section II (productrice de moyens de consommation) ne parvient pas à suivre le rythme imposé par celle dans la section I (productrice des moyens de production) : l'accumulation dans la section II se trouve freinée par l'insuffisance (relative) des débouchés en termes de consommation salariée et ce ralentissement ne peut que rejaillir, plus ou moins rapidement et brutalement, sur la section I. La poursuite de l'accumulation du capital social bute cette fois-ci non plus sur l'insuffisance de la plus-value relativement à la masse du capital à valoriser mais sur l'insuffisance de la demande finale relativement à la masse du capital-marchandise à réaliser du fait de la diminution de la part des salaires dans la « valeur ajoutée ». Mais dire que les

salaires sont en défaut (relatif) dans la répartition de la « valeur ajoutée » entre travail et capital revient implicitement à dire que la plus-value y est en excès (relatif), puisque la répartition de la « valeur ajoutée » se fait rigoureusement entre les deux¹.

2. Marx sur la crise de réalisation

L'analyse précédente de la contradiction fondamentale de la production capitaliste conduit à faire de l'évolution du partage de la « valeur ajoutée » entre salaires et plus-value une variable explication des crises capitalistes du même ordre que l'évolution du taux de profit – les deux variables étant structurellement liées puisqu'elles expriment l'une et l'autre l'évolution de la productivité du travail dans le cadre des rapports capitalistes de production. Cette analyse soulève les critiques d'un certain nombre d'économistes marxistes : selon eux, elle régresserait par rapport à la critique marxienne vers une théorie sous-consommationniste de la crise. Pour eux, la seule et unique limite que rencontre la production capitaliste serait la baisse tendancielle du taux de profit ; et de rappeler l'analyse canonique de la section III du Livre III du *Capital* précisément consacrée à démontrer la baisse tendancielle du taux de profit².

Ces auteurs me semblent ériger dogmatiquement ce texte en table de la loi en matière d'analyse des crises. Ce faisant, ils en dénaturent la portée. Car, dans cette section du *Capital*, Marx ne se propose nullement de formuler le fin mot de son analyse des crises capitalistes et encore moins de développer une théorie générale des crises mais tout simplement une analyse du mécanisme de la baisse du taux de profit, qui aurait sans doute trouvé place dans une telle théorie des crises mais qui ne saurait en tenir lieu.

Dans le plan général de ces travaux qu'il expose dans l'Introduction à ses *Manuscrits de 1857-1858* connus sous le titre de « Fondements de la critique de l'économie politique », une telle analyse aurait été le point d'aboutissement de toute sa critique de l'économie et se serait donc situer à un niveau d'analyse qualitativement supérieur à celui de cette section du *Capital*, dans la longue démarche qui élève l'analyse de l'abstrait au concret³. Aussi n'est-il pas très étonnant de trouver, en différents autres endroits du long et sinueux trajet suivi par la critique marxienne de l'économie politique, d'autres passages dans lesquelles d'autres

aspects du processus de la crise sont analysés, en fonction d'autres impératifs et dans le contexte d'autres problématiques.

Ainsi en va-t-il par exemple d'un important développement contenu dans les manuscrits rédigés par Marx en 1861 et 1863 et publiés sous le titre de *Théories sur la plus-value*⁴. Marx commence par y montrer que la possibilité formelle de la crise est déjà contenue dans la dualité interne de la forme marchandise du produit du travail social, à la fois valeur d'usage et valeur, dualité que la circulation marchande médiatisée par la monnaie, le mouvement $M - A - M$, peut transformer en contrariété. En effet, l'introduction de la médiation monétaire institue la séparation dans l'espace et le temps de l'achat et de la vente et, par conséquent, la possibilité de leur non coïncidence, partant de la non coïncidence entre valeur d'usage et valeur, entre marchandise et argent, entre travail concret et travail abstrait. Possibilité qu'accentue encore le développement de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, soit le développement du crédit. Et cette possibilité de séparation est évidemment reproduite et aggravée dès lors que le mouvement $M - A - M$ devient le mouvement $M' - A - M(M_p + T)$, soit le procès de circulation du capital par lequel celui-ci cherche à reproduire les conditions de son procès de production.

Cependant, si la simple forme marchandise du produit du travail social, forme que le capital doit périodiquement revêtir dans le cours de son procès cyclique, implique la possibilité de la non réalisation de la valeur et partant celle de la non reproduction du capital, si donc la possibilité de la crise est inhérente au procès de circulation, c'est bien dans le procès de production que gît la cause qui actualisera cette possibilité, qui va la transformer en réalité et même en nécessité. Plus précisément dans la tendance inhérente au capital au développement illimité des forces productives au-delà des barrières qu'il impose lui-même à la capacité de consommation de la société et, partant, à la sphère de la circulation :

« Dès lors que signifie surproduction de capital ? Surproduction des masses de valeurs qui sont destinées à engendrer de la plus-value (ou, à considérer le contenu matériel, surproduction de marchandises destinées à la reproduction [soit des marchandises qui sont des moyens de production - ndr]) – donc reproduction à une trop grande échelle, ce qui est la même chose que surproduction tout court.

A la déterminer de plus près, cette formule ne signifie rien d'autre sinon qu'on produit trop aux fins d'enrichissement ou encore qu'une trop grande

partie du produit est destinée non à être consommée comme revenu, mais à faire plus d'argent (à être accumulée), non à satisfaire les besoins de son possesseur, mais à lui procurer la richesse générale abstraite, de l'argent, et plus de pouvoir sur le travail d'autrui – ou encore à accroître ce pouvoir (...) Mais dire qu'il y a trop de capital ne signifie rien d'autre que : on en [du produit social - ndr] consomme et on peut en consommer trop peu en tant que revenu dans les conditions données. » (pages 635-636)

La situation de surproduction du capital est ici clairement identifiée par Marx comme une situation dans laquelle une trop grande partie du produit social est reconvertie en capital tandis qu'une part insuffisante l'est en revenu, donc sous forme de salaire et de plus-value consommée improductivement. En somme, la société consomme trop de son produit d'une manière productive (sous forme de capital) et pas assez d'une manière improductive (sous forme de revenu). Et quelques lignes plus loin, en manière de conclusion générale de son analyse, il désigne clairement la principale limitation de la consommation improductive, de la demande solvable de moyens de consommation, à savoir le niveau des salaires tel que détermine par la valeur de la force de travail :

« La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de la production du capital : produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité que l'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une masse donnée de capital) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables, et en y procédant par un élargissement constant de la reproduction ou de l'accumulation donc par une reconversion constante de revenu en capital, tandis que d'autre part la masse des producteurs demeure et doit nécessairement demeurer limitée à un niveau average [moyen] de besoins par la nature de la production capitaliste. » (page 637).

On retrouve ici la contradiction inhérente au taux de plus-value, au rapport entre travail nécessaire et surtravail, ainsi qu'à la tendance à reconvertir la plus grande part de ce dernier en capital additionnel, autrement dit à accroître le taux de capitalisation de la plus-value, aboutissant à une accumulation de capital disproportionnée par rapport à ce que le marché peut en absorber. C'est elle qui est à la racine de la crise de réalisation, en tant que dimension spécifique de la crise générale de surproduction du capital.

Cette crise se manifeste d'abord dans la sous-section productrice des moyens de consommation nécessaires, ceux rentrant dans la consommation des travailleurs salariés, qui est directement confrontée à la restriction relative des débouchés qu'imposent les limitations apposées par les rapports capitalistes de production à cette consommation, du fait que le salaire est strictement déterminé par la valeur de la force de travail, que la dynamique d'accumulation tend d'ailleurs à dévaloriser (c'est le mécanisme de production de la plus-value relative). Elle n'y prend ordinairement pas la forme immédiate d'une mévente générale ou d'une insolvabilité générale des ménages ayant procédé à des achats à crédit (qui n'est jamais qu'une mévente différée et déguisée). Elle commence généralement par n'affecter que « *des articles peu nombreux, mais pilotes* » (page 623), ceux qui définissent et structurent la norme de consommation du gros des travailleurs salariés. Car ce sont tout d'abord eux dont la production apparaît disproportionnée au regard du besoin *solvable* qui en existe dans la société, puisque c'est à leur niveau que joue à plein la contradiction entre le développement d'une production de masse d'une part et, d'autre part, les limites imposées (par le partage de la « valeur ajoutée » entre salaire et plus-value) à la capacité de consommation de la grande masse des consommateurs que sont les travailleurs salariés⁵.

A partir de là, l'interdépendance des capitaux singuliers et des différentes branches de production produit ses effets dévastateurs, en généralisant la crise de surproduction :

« Dans les moments de surproduction générale, dans certaines sphères, la surproduction n'est toujours que le résultat, la conséquence de la surproduction dans les articles commerciaux pilotes : [elle n'est] toujours que relative : surproduction parce qu'il existe une surproduction dans d'autres sphères. » (page 631)

Confrontés à la mévente de leurs produits, les capitalistes producteurs de ces produits-pilotes sont en effet amenés au minimum à réduire l'échelle de leur reproduction, par conséquent le volume de leurs achats de moyens de production, tout en contraignant leurs salariés au chômage technique ou même au chômage tout court. C'est alors l'ensemble de la consommation salariée qui tend à se contracter, généralisant la crise commerciale au sein de l'ensemble de la sous-section productrice de moyens de consommation nécessaires. De plus, la contraction générale de la demande de moyens de production émanant de cette sous-section,

encore aggravée par des défauts de paiement et des faillites d'entreprise, diffuse la crise de surproduction à la section productrice des moyens de production, dont la production apparaît elle aussi disproportionnée ; c'est à son tour de procéder à la contraction de sa production, de restreindre sa capacité de consommation tant productive (sa propre demande de moyens de production) qu'improductive (la demande émanant de ses salariés), aggravant ainsi la crise de surproduction dans la section II en même temps qu'elle la diffuse dans la section I. Dès lors, les équilibres intersectionnels, conditionnant la circulation et la reproduction de l'ensemble du capital social, ne peuvent plus être respectés ; et la crise de réalisation devient alors générale.

C'est donc la surproduction dans la sous-section productrice des moyens de consommation nécessaires, expression directe de la contradiction entre le développement des capacités productives et les limites imposées à la capacité de consommation de la grande masse des travailleurs salariés, qui suscite de proche en proche une surproduction générale dans la section II puis dans la section I. En définitive, comme le dit Marx :

« La raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société. »⁶

Résumons-nous. Indépendamment des rapports de production dans lesquels ils peuvent se produire, les progrès de la productivité du travail social signifient nécessairement un accroissement du travail mort relativement au travail vivant ainsi que, au sein de ce dernier, un accroissement du surtravail relativement au travail nécessaire. Dans le cadre des rapports capitalistes de production, l'évolution relative de ces différentes quantités de travail social se traduisent dans une déformation des rapports entre les différentes fractions dont se compose la valeur du produit social (capital constant, capital variable et plus-value) : le taux de plus-value tend à augmenter (donc la part des salaires dans la « valeur ajoutée » à diminuer) tandis que le taux de profit tend à diminuer. C'est ce que déclare d'ailleurs clairement Marx lui-même : *« Les deux phénomènes : hausse du taux de plus-value et baisse du taux de profit ne sont que deux formes particulières qui, en régime capitaliste, expriment l'accroissement de la productivité du travail. »⁷* Déformations qui engendrent les

différentes dimensions de la crise de la production capitaliste, qui se manifeste toujours comme une crise de surproduction du capital sous toutes ses formes.

- Le défaut tendanciel de plus-value par rapport à la totalité du capital avancé se traduit par la baisse tendancielle du taux de profit, qui finit par rendre excédentaire le capital accumulé et à bloquer la formation de nouveaux capitaux : c'est la surproduction (suraccumulation) de capital productif.
- Le défaut de salaire dans le partage de la « valeur ajoutée » – ce qui revient au même que de parler d'un excès de plus-value – encore aggravé par une reconversion excessive de la plus-value en capital additionnel, restreignant d'autant la part de la plus-value dépensée en revenu, aboutit à un déséquilibre entre la part du produit social converti en capital et celle converti en revenu, perturbant toutes les conditions des échanges entre sections et sous-sections productives, débouchant sur la surproduction, d'abord partielle puis générale, de marchandises.
- Quant à la troisième forme de la surproduction, celle de capital-argent, troisième forme de la crise capitaliste, elle résulte des deux précédentes : c'est la pléthore de capital-argent en mal de reconversion en capital productif, du fait des difficultés de valorisation et de réalisation du capital en fonction dans le procès de reproduction, qui vient donc alimenter la suraccumulation de capital financier, sous sa double forme de capital de prêt (ce qui peut repousser un moment les limites apposés à la valorisation et à la réalisation, donc différer et diluer les effets de la crise, tout en l'aggravant du même coup lorsqu'elle finit par se déclencher) et de capital fictif, séjournant et prospérant dans les paradis artificiels de la spéculation sur les titres de propriété et de crédit, qui sont autant de droits de tirage sur la richesse sociale, tant du moins que l'éclatement de la crise n'a pas révélé que ces titres n'ont plus alors pour toute valeur que celle du papier sur lequel ils sont rédigés.

Baisse tendancielle du taux de profit, surabondance de marchandises sur les marchés, pléthore de capital de prêt et spéculation financière débridée sont donc les dimensions spécifiques et inséparables de toute crise de la production capitaliste. Cela dit, comme nous allons le voir à présent, l'importance relative de ces différentes dimensions peut se modifier dans le cours d'une même crise.

3. D'une crise de valorisation à une crise de réalisation

Les développements précédents suggèrent nettement que toute analyse d'une crise de la production capitaliste doit s'appuyer sur l'observation de l'évolution de ces deux variables, liées entre elles, que sont le taux de profit et le partage de la « valeur ajoutée » (qui n'est qu'une mesure transformée du taux de plus-value). Illustrons cette proposition sur l'analyse de la dynamique de la crise structurelle du capitalisme qui s'amorce selon les pays autour de 1970. L'intérêt de centrer cette analyse sur l'observation de l'évolution de ces deux variables est double. De cette manière, il est possible de montrer que :

- d'une part, la séquence historique qui court des années 1970 à nos jours constitue les différentes périodes et phases d'une seule et même crise structurelle ;
- et, d'autre part, au cours de cette séquence, on est passé globalement d'une situation de crise de valorisation (une crise dominée par les problèmes de valorisation du capital) à une situation de crise de réalisation (une crise dominée par les problèmes de réalisation de la valeur formée).

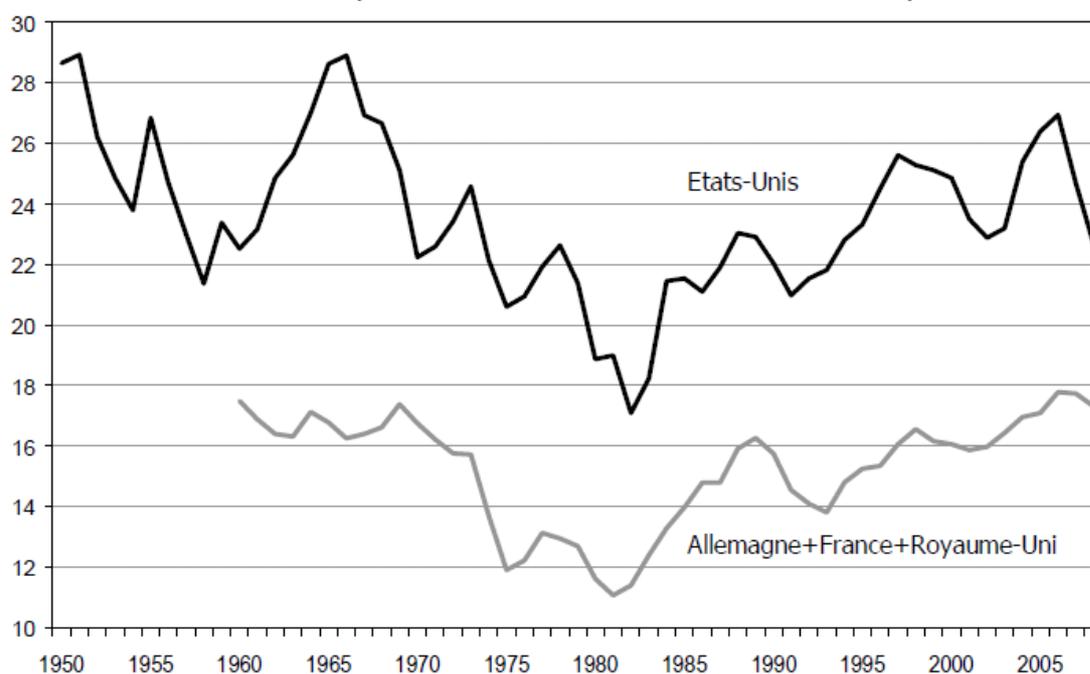
Pour l'observation de l'évolution des deux variables clefs, taux de profit et partage de la « valeur ajoutée », je me référerai aux résultats des remarquables travaux de Michel Husson ; j'y renvoie pour la discussion et des sources statistiques utilisées et des conventions adoptées pour utiliser ces sources de manière à mesurer l'évolution de ces variables et surtout des auteurs qui ne partagent la même évaluation de la situation⁸. Les résultats établis par Michel Husson peuvent se condenser dans les graphiques suivants. Et voici les termes dans lesquels Michel Husson lui-même commente l'évolution des variables que ces graphiques font apparaître. S'agissant du taux de profit :

« La dynamique du taux de profit dans les principaux pays capitalistes permet de distinguer clairement deux périodes sur le dernier demi-siècle : entre 1960 et 1982, le taux de profit se maintient à un niveau élevé puis baisse tendanciuellement ; entre 1982 et 2008, le taux de profit augmente tendanciuellement. »⁹

« Aussi bien aux Etats-Unis que pour les trois principaux pays européens, on voit clairement apparaître deux périodes : baisse du taux de profit jusqu'au

début des années 1980, hausse ensuite. On constate que les fluctuations sont plus marquées aux Etats-Unis où le taux de profit chute à partir de 2007, précédant d'ailleurs la crise (Husson 2009b). Mais la tendance est bien là. »¹⁰

Graphique 1
Le taux de profit aux Etats-Unis et en Europe



Source : Michel Husson, « Le débat sur le taux de profit », *Imprecor*, n°562-563, juin-juillet 2010, page 1 (<http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>).

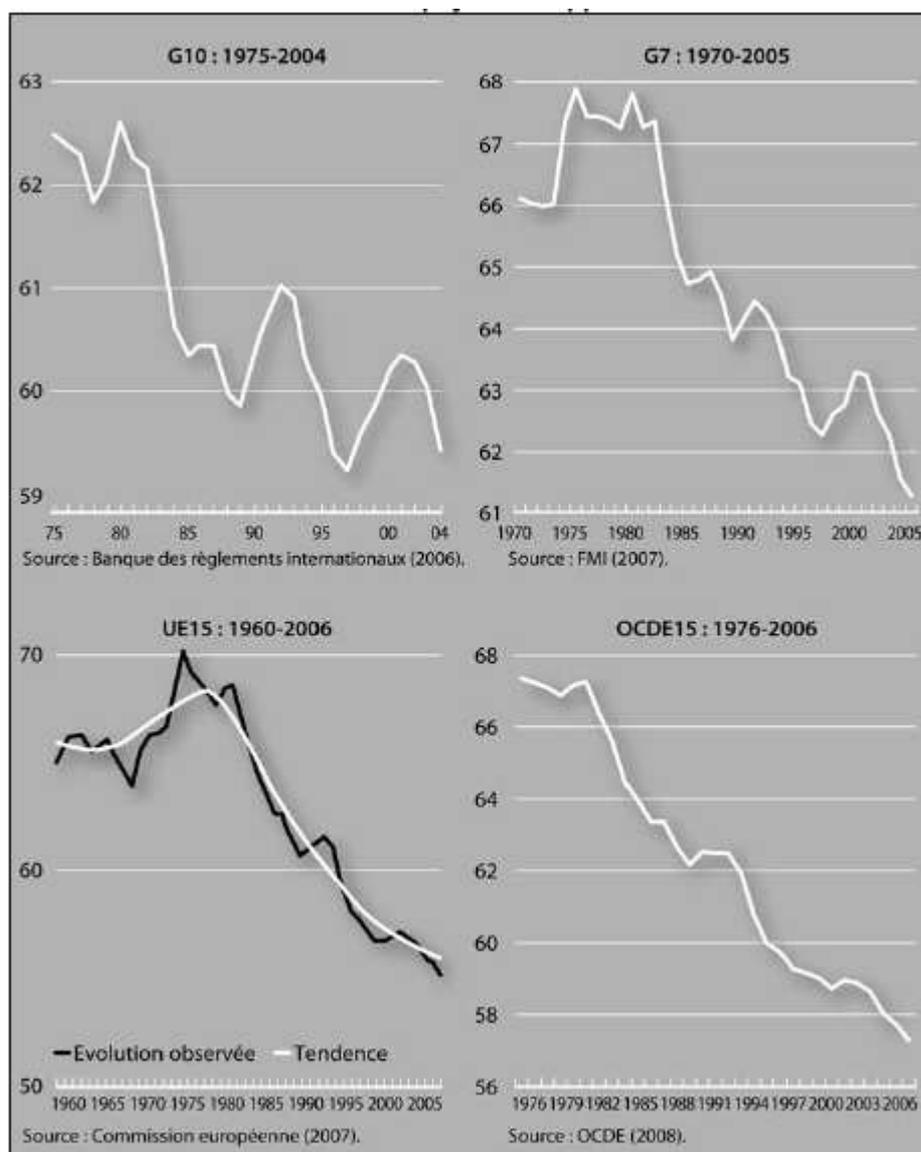
Et s'agissant de la part des salaires dans « la valeur ajoutée » :

« Ce phénomène [la baisse de cette part] concerne l'ensemble des pays avancés, l'Union européenne et la France. Dans tous les cas, la chronologie est semblable : la part salariale est à peu près stable jusqu'à la crise du milieu des années 1970 qui conduit à la faire augmenter. Le retournement de tendance intervient au cours de la première moitié des années 1980 : la part salariale se met à baisser, puis tend à se stabiliser à un niveau historiquement très bas. »¹¹

Telles sont les données factuelles. Essayons de les interpréter en proposant une analyse de la dynamique du capitalisme (du moins dans les Etats centraux) sur le dernier demi-siècle, en remontant même pour partie jusqu'aux lendemains de la

Seconde Guerre mondiale. On est ainsi conduit à distinguer plusieurs phases au cours de cette séquence historique.

Graphique 2 : La part des salaires dans la valeur ajoutée dans les pays développés



Source : Michel Husson, « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *Revue de l'IRES*, n°64, 2010, pages 48 (<http://hussonet.free.fr/psalirsw.pdf>).

1^{ère} phase : la phase fordiste (1945-1970)¹². Elle correspond à ce qu'on a coutume d'appeler les Trente Glorieuses, la trentaine d'années de croissance économique à peu près continue (à quelques fléchissements conjoncturels près), de forte progression du pouvoir d'achat des salariés, de consolidation du salariat (grâce

notamment à la socialisation du salaire sous forme du développement de systèmes publics de protection sociale), le tout appuyé par une capacité conflictuelle et un haut degré d'organisation syndicale des travailleurs salariés. Les travaux de l'Ecole de la régulation qui ont essentiellement porté sur cette période et sa crise (la période suivante) nous ont appris que les conditions en ont été :

- D'une part, un compromis entre capital et travail (le compromis fordiste) par Etat et mouvement ouvrier interposé, compromis assurant des gains de productivité constants (moyennant l'extension et l'intensification de la taylorisation et de la mécanisation du travail) capables de financer des hausses proportionnées des salaires et de plus-value (profits), garantes respectivement du financement des investissements et de l'élargissement des marchés. Ce compromis fournit le cadre institutionnel qui limite et régule la lutte des classes au sein des formations centrales.
- D'autre part, des actions correctrices des déséquilibres conjoncturels de la part de l'Etat sous forme de politiques économiques d'inspiration keynésienne dont les trois volets sont la politique monétaire (contrôle du taux de crédit et du taux de change), la politique budgétaire et la politique salariale.

Dans ces conditions, le partage de la « valeur ajoutée » demeure en gros stable, tout comme le taux de profit, tant du moins que les gains de productivité permettent de contrecarrer la hausse tendancielle de la composition organique du capital.

2^e phase : l'entrée du fordisme en crise et sa gestion keynésienne (les années 1970). La crise du fordisme s'enclenche entre 1965 et 1975 selon les Etats. Elle se présente essentiellement sous la forme classique d'une baisse tendancielle du taux de profit dont les principales causes sont les suivantes : le ralentissement de la hausse de la productivité du travail, l'augmentation de la composition organique du capital, la saturation de la norme de consommation des salariés (saturation des marchés des produits-pilotes que sont l'automobile, l'électroménager et, dans une moindre mesure, le logement social), le développement du travail improductif (assurant la circulation du capital et les conditions générales de sa reproduction)¹³. On a donc là clairement une crise de valorisation.

Simultanément et en conséquence, le partage de la « valeur ajoutée » tend à se déformer au bénéfice des salaires et au détriment de la plus-value. Cette déformation est particulièrement nette dans le cas de la France : alors que la part

des salaires était restée à peu près constamment comprise entre 69 et 70 % entre 1959 et 1972, elle passe à 73 % en 1975 puis s'élève jusqu'à 74,2% en 1982 – son point culminant. Cela s'explique notamment par :

- la persistance de tout le cadre institutionnel du compromis fordiste (salaire minimum, mécanisme d'indexation des salaires sur les prix et les gains de productivité, Etat-providence, etc.) ; du fait de :
- le maintien d'une capacité conflictuelle importante des travailleurs, même si et précisément parce qu'elle s'exprime dans des formes qui défendent les acquis antérieurs ;
- la poursuite et même l'amplification dans un premier temps, à l'initiative des gouvernements, des politiques d'inspiration keynésienne, à base de dépenses budgétaires, de facilité du crédit et de maintien de la progression du pouvoir d'achat des salaires, directs ou indirects, de manière – espèrent-ils – à venir à bout d'une crise qu'on pense encore purement conjoncturelle.

Résultat général : la stagflation, le développement consécutif du chômage, un creusement des déficits publics et une accentuation de la dégradation continue de la rentabilité du capital. Et, bien évidemment, dans ces conditions, la rentabilité du capital ne peut que continuer à se dégrader encore.

Bref, entre la fin des années 1970 et le début des années 1980, il devient évident pour les bourgeoisies des Etats centraux et, au premier chef, pour leurs représentants politiques et leurs idéologues que le capitalisme est entré dans une crise structurelle : en tant que forme de la reproduction du capital, le fordisme a fait long feu et il est urgent de lui trouver une formule de rechange.

3^e phase : la sortie de la crise du fordisme (les années 1980). Pour inverser la tendance à la baisse du taux de profit, il va falloir, d'une part, imposer aux travailleurs une augmentation de leur taux d'exploitation, autrement dit un partage de la « valeur ajoutée » plus favorable au capital et plus défavorable au travail. Les deux voies classiques ouvertes à cette fin vont se trouver emprunter par le capital : il va chercher à imposer aux travailleurs une augmentation de la durée et de l'intensité du travail (permettant un accroissement de la plus-value absolue) en même temps qu'un accroissement de la productivité du travail, doublé d'un freinage voire d'un blocage de la croissance des salaires réels, directs et indirects (les prestations sociales), donc d'une politique d'austérité salariale (permettant un accroissement de la plus-

value relative). En un mot, il a fallu aggraver les conditions de travail et d'emploi des salariés tout en bloquant ou dégradant leur niveau de vie, en termes relatifs sinon absolus. D'autre part, pour lutter contre la hausse tendancielle de la composition organique du capital et le ralentissement de sa vitesse de rotation, deux autres facteurs propres à dégrader la profitabilité du capital, il a fallu innover au niveau du procès de production capitaliste, dépasser les limites rencontrées par les formes fordistes de valorisation du capital : les formes fordistes d'exploitation de la force de travail, les combinaisons productives entre travail mort et travail vivant caractéristiques du fordisme à base de taylorisation et de mécanisation du procès de travail. Autant d'innovations par ailleurs aussi requises par l'impératif précédent d'augmentation du taux d'exploitation (notamment par l'augmentation de la plus-value relative).

Ces différents objectifs sont au cœur des transformations technologiques, socioéconomiques et politiques et même culturelles qui vont caractériser les formations capitalistes centrales dans le cours des années 1980. Celles-ci peuvent sommairement se schématiser de la manière suivante.

Au niveau micro, c'est l'introduction de ce que l'on peut appeler un « *nouvel ordre productif* » ou nouveau paradigme productif postfordiste que résume la formule idéal-typique de « *l'usine fluide, flexible et diffuse* »¹⁴. Par l'intermédiaire d'une nouvelle technologie (les « technologies de l'information et de la communication »), de nouvelles formes d'emploi (le recours aux différentes modalités du travail précaire), de nouvelles modalités de la mobilisation productive des travailleurs (une individualisation accrue du rapport salarial, la recherche d'une plus grande implication mais aussi responsabilité individuelle et collective de ces derniers,) et en définitive d'une nouvelle division sociale et spatiale du travail (par le recours à la filialisation et à la sous-traitance), il s'agit à la fois de réaliser des économies de travail mort (donc de capital constant), d'intensifier l'exploitation du travail vivant (grâce à des gains d'intensité et de productivité) et d'accélérer la vitesse de circulation (et donc de rotation) du capital.

Au niveau macro, c'est la mise en œuvre, à partir de la fin des années 1970, de politiques néolibérales à l'initiative tout d'abord des gouvernements Thatcher (arrivée au pouvoir au printemps 1979) et Reagan (entré en fonction début 1981), rapidement suivis par la quasi-totalité des gouvernements des principaux Etats capitalistes, quelle que soit leur couleur politique (en France, c'est le gouvernement

PS-PC qui se lance dans cette voie à partir de mars 1983), ainsi que par le FMI et la Banque mondiale (qui appliquent ces politiques sous forme des « *plans d'ajustement structurel* » aux Etats périphériques et semi périphériques qui sont obligés de recourir à eux). Ces politiques sont complexes et ne se laissent pas réduire à une formule simple. Leur objectif manifeste et déclaré est la libéralisation de la circulation du capital sous toutes ses formes ; d'où une déréglementation des marchés tous azimuts et, plus largement, un désengagement de l'Etat des tâches de gestion du cycle économique dont il s'était chargé durant la phase fordiste. Parmi ses objectifs non avoués (parce qu'inavouables) figure celui de faire « *payer la crise aux travailleurs* » : de rétablir les conditions de la profitabilité du capital en élevant le taux d'exploitation du travail, donc en imposant un partage de la « *valeur ajoutée* » plus favorable au capital et défavorable aux travailleurs. Comment ? En les affaiblissant collectivement, en réduisant leur capacité de résistance et de défense de leurs acquis par l'exacerbation de la concurrence entre eux pour l'accès à l'emploi, aux postes, aux carrières, etc. Les principaux moyens utilisés ont été :

- le développement du chômage et du travail précaire, autrement dit un gonflement de « *l'armée industrielle de réserve* » (Marx) sous ses différentes formes (flottante, latente et stagnante) ; ce qui ne va pas sans le développement du paupérisme ;
- là encore, l'individualisation accrue du rapport salarial (prévalence du contrat individuel sur la convention collective, mobilisation des travailleurs dans des équipes responsabilisées au regard de leurs objectifs et mises ainsi systématiquement en concurrence, adjonction au salaire de base de primes distribuées à la tête du client, etc.) ;
- enfin, le développement de la mise en concurrence internationale du travail par l'intermédiaire de la libéralisation de la circulation du capital (libéralisation du commerce international, libéralisation des investissements et désinvestissements, développement de la filialisation et de la sous-traitance internationale, délocalisations industrielles, etc.), de manière à mettre de plus en plus les salariés des Etats du centre en concurrence avec ceux des Etats périphériques ou semi périphériques (du Sud ou de l'Est).

Le résultat global de cet ensemble de politiques, cohérentes et convergentes en dépit de leur absence apparente de concertation entre leurs décideurs et exécutants, se lit dans les graphiques précédemment empruntés à Michel Husson et

figurant l'évolution des deux variables clés : ce sont, d'une part, le redressement du taux de profit, général (il caractérise l'ensemble des formations capitalistes développées) et continu (depuis le début des années 1980), et, d'autre part, la baisse non moins générale et relativement continue de la part des salaires dans la « valeur ajoutée ». Sous ce double angle, les politiques initiées au début des années 1980 pour tirer le capitalisme de la crise de sa formule fordiste ont atteint tous leurs objectifs.

Il existe évidemment un lien étroit entre ces deux mouvements : le redressement du taux de profit n'a pu s'obtenir que moyennant une baisse de la part des salaires de la « valeur ajoutée ». Sans en être la cause exclusive du premier, la seconde en est pourtant la cause principale. C'est bien ce que Michel Husson parvient à mettre en évidence :

« Cette décomposition permet d'observer les contributions relatives de ces deux variables [hausse du taux d'exploitation et baisse de la composition organique du capital] au rétablissement du taux de profit à partir du début des années 1980. On constate par exemple que la hausse du taux d'exploitation joue un rôle à peu près exclusif en Allemagne, alors que la croissance de l'efficacité du capital [que l'on peut considérer comme l'inverse de sa composition organique] joue un rôle significatif sur certaines périodes : France (1980-2000), Royaume-Uni (1992-2008) et Etats-Unis (1982-2001). Autrement dit, chaque pays se trouve différemment exposé aux tensions sur la rentabilité : stabilisation du taux d'exploitation (notamment en France, à un niveau historiquement élevé) et perte d'efficacité du capital, autrement dit croissance de la composition organique comme c'est le cas dans tous les pays au cours des toutes dernières années. L'Europe (à 3 pays) se distingue des Etats-Unis par une contribution plus importante du taux d'exploitation au rétablissement du taux de profit (...). »¹⁵

La baisse de la part des salaires dans la « valeur ajoutée » dans les formations de l'Union Européenne est en effet particulièrement spectaculaire :

« La part salariale de l'Union européenne est constante entre 1961 et 1973 ; elle augmente de deux points durant la phase de transition 1973-1981 ; elle perd huit points entre 1981 et 2009 (...). Elle est donc inférieure aujourd'hui de six points à son niveau des années 1960. »¹⁶

En France, la part des salaires dans la valeur ajoutée chute brutalement au cours des années 1980 : entre 1982 et 1989 (sous une présidence et des gouvernements « socialistes » !), elle chute près de dix points (elle passe de 74,2% à 64,9 %). Depuis, elle s'est établie autour de 65 % soit entre 4 et 5 points en dessous de sa moyenne durant les années 1960, du temps du fordisme triomphant. Concrètement, cela signifie clairement qu'on a assisté à une nette paupérisation relative de l'ensemble du monde salarial, qui s'est nécessairement accompagnée d'une paupérisation absolue de certaines catégories de salariés.

4^e phase : l'instauration d'une crise chronique de réalisation (depuis le début des années 1990). Au début des années 1990, on pourrait donc croire que le capitalisme est tiré d'affaire. En fait, s'il est bien alors en passe de sortir de la crise du fordisme, les moyens mêmes utilisés à cette fin et les voies de sortie empruntées vont faire rebondir sa crise, en faisant tomber le capital de Charybde en Scylla : à *la crise de valorisation* (marquée par la tendance à la baisse du taux de profit, par un taux de profit insuffisant pour continuer à financer l'accumulation ou pour inciter à accumuler) s'est substituée *une crise chronique de réalisation* (des difficultés croissantes à réaliser la valeur formée, autrement dit à vendre les marchandises produites, du fait d'une demande finale qui se contracte et tend à devenir insuffisante). L'obstacle majeur auquel va désormais se heurter la poursuite de l'accumulation est non plus la valorisation insuffisante du capital mais une demande finale insuffisante qui tend à restreindre les débouchés. Et cet obstacle ne va pas cesser de grandir au fur et à mesure où la part des salaires dans la « valeur ajoutée » est allée en diminuant, créant ainsi les conditions d'une classique crise de surproduction par sous-consommation.

Différentes évolutions macroéconomiques caractérisent en conséquence cette dernière phase, qui signent toutes cette situation de crise chronique de réalisation. Les principales me semblent être les suivantes :

1. En premier lieu, *l'allure singulière de l'accumulation du capital* depuis lors, faite d'une succession de relances qui avortent rapidement sous forme de récessions voire de mini dépressions, en somme une suite de *stop and go* comme disent les Anglo-Saxons.

L'obstacle de l'insuffisance de la demande finale a pu être en partie levé par l'ouverture simultanée de nouveaux marchés sous l'effet des délocalisations industrielles dans les Etats semi périphériques dit « émergents » : le Mexique, le Brésil, la Chine, l'Inde, etc. Sauf que, du point de vue du pouvoir d'achat et de la formation de la demande finale, les emplois créés dans ces Etats ne remplacent pas, de loin, ceux détruits dans les Etats centraux. Il l'a également été par un gonflement croissant du crédit, conduisant inévitablement à des crises financières répétées et sans cesse aggravées.

On aura ainsi successivement connu (pour me limiter aux principaux épisodes) : la reprise des années 1985-1987 qui se conclut par le krach de New York d'octobre 1987 ; la reprise des années 1988-1991 qui débouche (outre sur la première guerre du Golfe) sur l'éclatement de la bulle immobilière japonaise, la dernière grande crise monétaire européenne de 1992 et la récession de 1993 ; la timide reprise des années 1994-1997, qui se solde par la crise financière asiatique (Corée, Indonésie, Malaisie, Philippines) prolongée par celle de la Russie, du Mexique et du Brésil l'année suivante ; la vive reprise de 1998-2001 (la soi-disant « nouvelle économie ») qui conduira à l'éclatement de la bulle Internet en 2001-2002 et aux scandales d'Enron et de Vivendi-Universal ; avant une nouvelle reprise en 2003-2004 sous l'effet de la bulle immobilière aux Etats-Unis (mais aussi en Grande-Bretagne et en Espagne) dont on sait à quoi elle a mené. Allure chaotique qui s'explique par le fait que l'obstacle auquel est venu se heurter à chaque fois la reprise de l'accumulation n'est pas l'insuffisance de la plus-value relativement au capital à valoriser (la propension à l'accumulation est nette à chaque fois) mais bien l'insuffisance de la part salariale dans le partage de la « valeur ajoutée » conduisant à une insuffisance des débouchés par sous-consommation des salariés.

2. En deuxième lieu, tout au long de la période, *le taux d'accumulation est resté inférieur au taux de profit* : le premier n'a pas augmenté au même rythme et dans les mêmes proportions que le second. Ce fait singulier est souligné avec force par Michel Husson :

« (...) *le taux de profit augmente mais ne conduit pas à une augmentation du taux d'accumulation. Il ne s'agit pas de dire que le taux d'accumulation baisse, mais qu'il n'augmente pas autant que le taux de profit.* »¹⁷

Mais le fait est relevé par de nombreux autres auteurs, ainsi que le souligne Michel Husson lui-même¹⁸. Il peut s'expliquer essentiellement par deux raisons. D'une part, la demande étant chroniquement insuffisante, les perspectives de réalisation médiocres ou même problématiques, cela ne peut que freiner l'investissement y compris lors des reprises de l'accumulation. D'autre part – et cela demande à être souligné – la majeure partie du surcroît de la plus-value (contrepartie de la baisse de la part des salaires dans la « valeur ajoutée ») n'est pas revenu au capital actif (industriel ou commercial) sous forme de profit d'entreprise mais aux actionnaires sous forme de dividendes, en limitant par conséquent d'autant les possibilités d'accumulation dont peut disposer le premier sur ses fonds propres. Là encore, le phénomène est souligné avec force par Husson :

- ainsi, entre 1982 et 2008, en France, sur les neuf points de pourcentage de la « valeur ajoutée » perdue par les salaires, en gros cinq ont été aux entreprises et quatre à leurs propriétaires ;
- en Allemagne, sur les neuf points perdus par les salaires, six sont allés aux actionnaires et trois seulement aux entreprises ;
- aux Etats-Unis, la proportion accaparée par les actionnaires est même supérieure : trois point sur quatre¹⁹.

Autrement dit, le partage de la « valeur ajoutée » ne s'est pas seulement distordue entre « ceux d'en haut » (le capital) et « ceux d'en bas » (le travail) mais aussi entre « ceux d'en haut » eux-mêmes (les différentes fractions du capital) : le capital financier a récupéré l'essentiel du surcroît d'exploitation du travail au détriment du capital industriel et commercial.

3. Sur cette base, on peut partiellement expliquer un troisième trait singulier du cours socio-économique récent du capitalisme, apparu notamment mais pas exclusivement dans les formations centrales : *le développement considérable qu'ont connu la consommation de luxe ainsi que les secteurs de l'industrie de luxe* au cours des deux dernières décennies. Signe de l'enrichissement manifeste de toutes les classes sociales qui vivent de la plus-value, autrement dit dont une partie de la plus-value constitue les revenus courants (sous différentes formes : « salaires » mirobolants des dirigeants, *stock options* offertes aux mêmes, dividendes des actionnaires, intérêts des prêteurs, rente des propriétaires fonciers ou des titulaires de brevets, etc.), l'essor de la consommation de luxe aura été le signe le plus

spectaculaire (au sens propre et immédiat du terme) d'une formidable et dramatique aggravation des inégalités sociales : tandis que ceux qui vivent des salaires (directs et indirects) ont vu diminuer de manière importante leur part dans la « *valeur ajoutée* » (autrement dit dans la richesse sociale nouvellement produite, dans l'accroissement net de la richesse sociale), ceux qui vivent de la plus-value aura vu au contraire la leur croître.

Or cette explosion de la consommation de luxe est, elle aussi, une manifestation de la crise latente de réalisation, la consommation de luxe des nantis étant censée prendre le relais, comme moteur de la demande solvable, de la consommation de produits banalisés en berne du fait de la paupérisation relative des salariés. Elle est aussi et surtout le signe qu'une part grandissante de la plus-value n'est plus en mesure, faute d'une croissance suffisante des débouchés, de se convertir en capital additionnel, de venir financer l'accumulation du capital, qu'elle ne peut plus soutenir cette dernière qu'en se convertissant en revenu pour être dilapidée sous forme de dépenses de luxe par les classes possédantes. C'est un indice du caractère « rentier » (parasitaire) pris par une part grandissante de la bourgeoisie et des autres classes vivant de la plus-value.

4. En quatrième lieu, *la fantastique accumulation de capital fictif* à laquelle on a non moins périodiquement assisté au cours des derniers lustres peut également se relier à la crise chronique de réalisation dont il est ici question. Car, faute de pouvoir se valoriser sous forme de capital réel, en s'investissant (directement ou indirectement) dans l'industrie et le commerce (sous forme de capital réel), la part de la plus-value non absorbée par la consommation de luxe a cherché à se valoriser sous forme de capital fictif. Elle est venue tenter sa chance au grand casino d'une finance dopée et surtout dupée par les mesures de « libéralisation » néolibérales : elle est venue alimenter le jeu spéculatif consistant à acheter ou à vendre des monnaies, des titres de crédit ou de propriété, des dérivés de tous ces types d'actifs et des « *produits financiers* » de plus en plus sophistiqués assis sur eux, non pas tant pour les revenus qu'ils garantissent en principe, mais pour parier sur la variation (à la hausse ou à la baisse) de leur cours boursiers en espérant empocher au passage de somptueuses « *plus-values* » spéculatives. Quitte à essayer de désastreuses « *moins-values* » lorsque le pari s'avère perdu.

Tout comme le gonflement de la consommation de luxe, ce signe apparent de richesse qu'ont été les orgies de la spéculation financière, saluées par tous les grands prêtres et bedeaux minables de l'Eglise néolibérale comme la manifestation de la santé éclatante d'une « *économie de marché* » libérée des contraintes de la réglementation étatique, n'était donc en fait que le signe d'une profonde maladie de « *l'économie réelle* », bridée par l'étranglement du pouvoir d'achat des salariés, rongée par une crise rampante de réalisation.

- D'un côté, une accumulation de capital réel rendue poussive et chaotique par l'insuffisance des débouchés du fait d'une sous-consommation relative des salariés, insuffisamment palliée par l'essor de la consommation de luxe ;
- de l'autre, une accumulation de capital fictif dopée par une plus-value se détournant pour la raison précédente de « *l'économie réelle* » pour se livrer aux joies et aux affres de la spéculation financière, devenue sinon la seule voie ouverte à sa valorisation du moins, apparemment, sa voie royale ;
- avec pour médiation entre les deux une surproduction de capital-argent potentiel incapable de s'investir et de se valoriser dans « *l'économie réelle* » du fait des limites imposées à cette dernière – et c'est la troisième forme de surproduction du capital qui prend toujours nécessairement place à côté des deux autres précédemment mentionnées dans le cours de la crise capitaliste.

Sans ce détournement d'une plus-value en excès par rapport aux possibilités d'accumulation du capital réel, que ce soit sous forme de capital actif (industriel ou commercial) ou de capital passif (capital de prêt), jamais on aurait assisté à une aussi fantastique accumulation de capital fictif. Celle-ci s'est bien nourri essentiellement de ce détournement, le développement de « *l'épargne salariale* » (notamment sous la forme des fonds de pension) ne lui servant que d'adjuvant.

Dans ces conditions, la répétition de plus en plus fréquente et à une échelle croissante des crises financières était évidemment inévitable. Car ces crises successives ont toutes été le résultat du surinvestissement massif d'un capital-argent potentiel qui, faute de pouvoir s'investir dans « *l'économie réelle* » (par insuffisance des débouchés) a tenté sa chance, sous forme de capital fictif, dans les paradis artificiels de l'économie financière, prêt à se saisir de n'importe quel actif apte à fournir matière (support) à un marché spéculatif : hier les biens immobiliers états-uniens (mais aussi irlandais, britanniques et espagnols) comme avant-hier les

valeurs de la « *nouvelle économie* » de l'Internet et comme aujourd'hui et demain les titres des dettes publiques.

5. Quant au cinquième et dernier fait majeur de ces deux dernières décennies auquel j'accorde ici mon attention, c'est *le développement du crédit à la consommation*, destiné à pallier là encore l'insuffisance de la demande finale due à la part insuffisante des salaires dans la « valeur ajoutée », donc à soutenir la consommation des travailleurs salariés en dépit de leur paupérisation relative (voire absolue), en leur permettant notamment de continuer à accéder à des moyens de consommation durables (en particulier les équipements ménagers, l'automobile et le logement). Que cette expansion du crédit à la consommation ait été en même temps un moyen de valorisation pour le capital financier, sous sa double forme de capital de prêt et de capital fictif, c'est l'évidence même. Avec pour corollaire la multiplication inévitable des situations de surendettement parmi les ménages de salariés, synonymes d'une aggravation de leur paupérisation voire de la plongée dans la misère pure et simple pour un nombre grandissant d'entre eux.

Et l'on tient du même coup ici les deux ingrédients fondamentaux de la crise des prêts hypothécaire *subprime* qui s'est déclenchée en 2007-2008. D'un côté, des ménages de modestes salariés que l'insuffisance de leurs revenus salariaux contraints à s'endetter dans des proportions excessives pour tenter d'accéder à la propriété de leur logement et dont une proportion importante se trouvent en définitive incapables de faire face aux charges du remboursement de leur dette, comme cela était prévisible. De l'autre, des capitaux financiers à ce point assoiffés de valorisation qu'ils en viennent à oublier toute retenue et toute prudence pour, les uns, prêter aux précédents et, les autres, accepter de s'investir dans des titres opaques assis sur des créances aussi douteuses. Autrement dit, au cœur de la crise des *subprime*, on a retrouvé une fois encore la distorsion dans la répartition de la « valeur ajoutée » : le défaut de salaire d'un côté et l'excès de plus-value de l'autre.

Conclusion

Trois remarques rapides pour conclure. En premier lieu, il est à peine nécessaire de souligner les liens étroits entre ces différents traits du cours socioéconomique du capitalisme dans les formations centrales depuis une vingtaine d'années dont l'ensemble forme un tableau cohérent. Cours chaotique de l'accumulation faite de *stop and go* successifs, infériorité du taux d'accumulation par rapport au taux de profit, détournement de l'essentiel du surcroît de plus-value au bénéfice du capital financier et au détriment du capital actif (industriel et commercial), développement de la consommation et de l'industrie de luxe, frénésie de l'accumulation de capital fictif et de la spéculation financière, développement du crédit à la consommation et multiplication des cas de surendettement sont en définitive autant de conséquences, directes ou indirectes, de la situation de crise chronique de réalisation qui résulte des évolutions amorcées au début des années 1980 en réponse à la crise du fordisme.

En deuxième lieu, si mon analyse est exacte, on peut prévoir une aggravation de la crise dans les mois et les années à venir. En effet, la totalité des Etats centraux ont vu leurs dettes publiques s'aggraver à la suite des plans de sauvetage du capital financier menacé d'être emporté par la crise des *subprime* et des plans de soutien au capital réel entré en récession sous les coups de la crise financière. Aujourd'hui, pour réduire les déficits publics et contenir la hausse des dettes publiques, les gouvernements de ces Etats ont enclenché des politiques d'austérité budgétaire et d'austérité salariale (sous l'effet de coupes claires dans les salaires indirects : les prestations sociales) qui ne peuvent que déprimer encore davantage la demande. C'est ainsi le spectre de la dépression qui se profile à l'horizon des prochaines années, conséquence logique de la crise de réalisation²⁰.

En troisième et dernier lieu, l'analyse précédente permet de comprendre la profonde unité de la séquence historique qui s'ouvre avec la crise structurelle du capitalisme dans les années 1970. Car, si depuis lors les formations capitalistes centrales ont su surmonter la crise du fordisme, les voies qu'elles ont empruntées pour y parvenir (le « *nouvel ordre productif* », les politiques néolibérales, la « *mondialisation* », etc.) n'ont fait que déplacer l'accent des contradictions fondamentales de la reproduction du capital d'une crise de valorisation à une crise de réalisation. Autrement dit, le capitalisme est toujours à la recherche d'une nouvelle

« formule magique » (un nouveau mode de régulation de ses contradictions internes) équivalente (ce qui ne signifie pas identique ni même similaire) à celle qu'il avait provisoirement (sur quelques décennies tout de même...) trouvée dans le fordisme. Et tout indique qu'il n'est pas prêt de la trouver.

Alain Bihr

¹ Un exposé méthodique des contradictions du procès immédiat de reproduction du capital figure dans *La reproduction du capital*, Page deux, Lausanne, 2001, tome II, chapitres XV à XVIII. L'analyse ici condensée se trouve plus amplement développée dans le chapitre XVI où l'on trouvera notamment toutes les références aux textes de Marx sur lesquels je m'appuie.

² Cf. la polémique qui m'a opposé avec Michel Husson à François Chesnais et Louis Gill. Les échanges sont contenus dans : Alain Bihr, « Le triomphe catastrophique du néolibéralisme », *A Contre-Courant*, n°199, novembre 2008 ; François Chesnais, « La récession mondiale : moment, interprétations et enjeux de la crise » *Carré Rouge*, n°39, décembre 2008 ; Alain Bihr, « A propos d'un excès de plus-value », *Carré Rouge*, n°40, avril 2009 ; François Chesnais, « Pas de limites pour le sauvetage des banques, mais des mises au chômage et des destructions d'usines massives et une propagation accélérée de la récession mondiale », *Carré Rouge*, n°40, avril 2009 ; Louis Gill, « A l'origine des crises : surproduction ou sous-consommation ? », *Carré Rouge*, n°40, avril 2009 ; Alain Bihr, « Pour une interprétation multidimensionnelle de la crise », mis en ligne sur le site de *A l'Encontre* <http://www.alencontre.org/> le 13 juin 2009 ; Michel Husson, « Le dogmatisme n'est pas un marxisme », mis en ligne sur le site de *A l'Encontre* <http://www.alencontre.org/> le 28 juin 2009 ; Louis Gill, « Les faux pas d'Alain Bihr, les dérives de Michel Husson », *Carré Rouge*, n°43, mars 2010 ; Alain Bihr, « Réponse à Louis Gill », mis en ligne sur le site de *A l'Encontre* <http://www.alencontre.org/> le 5 juin 2010 ; Michel Husson, « Le débat sur le taux de profit », *Imprecor*, n°562-563, juin-juillet 2010, <http://hussonet.free.fr/debaprof.pdf>).

³ « Le plan à adopter doit manifestement être le suivant : 1° Les déterminations abstraites générales, convenant donc plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens exposé plus haut ; 2° Les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital, travail salarié, propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). 3° Concentration de la société bourgeoise sous forme de l'Etat. Considéré dans sa relation avec lui-même. Les classes 'improductives'. Impôts. Dette publique. Crédit public. La population. Les colonies. Emigration. 4° Rapports internationaux de production. Division internationale du travail. Echange international. Exportation et importation. Cours des changes. 5° Le marché mondial et les crises. », *Contribution à la critique de l'économie politique*, Editions Sociales, 1957, page 172.

⁴ *Théories sur la plus-value*, trad. Editions Sociales, 1975, tome II, pages 587-637.

⁵ Dans la crise dite des *subprime*, c'est par exemple le logement, élément clef de norme de consommation salariale, dont la surproduction a joué ce rôle d'élément déclencheur de la crise.

⁶ *Le Capital*, trad. Editions Sociale, Paris, 1948-1960, tome VII, page 145.

⁷ *Le Capital*, *op. cit.*, tome VI, page 252.

⁸ Cf. Michel Husson, « La hausse tendancielle du taux de profit », <http://hussonet.free.fr/tprof9.pdf> ; « Le débat sur le taux de profit », *op. cit.* ; « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *Revue de l'IRE*, n°64, 2010, pages 47-91, <http://hussonet.free.fr/psalirsw.pdf>

⁹ « La hausse tendancielle du taux de profit », *op. cit.*, page 3.

¹⁰ « Le débat sur le taux de profit », *op. cit.*, page 1.

¹¹ « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *op. cit.*, page 48.

¹² J'ai eu l'occasion de m'expliquer ailleurs sur la reprise de cette dénomination, contestée et en effet contestable, de « phase fordiste ». Cf. *Du Grand Soir à l'alternative. Le mouvement ouvrier européen en crise*, Paris, Editions Ouvrières (Editions de l'Atelier), 1991, chapitre II.

¹³ Pour un développement de l'analyse, cf. *Du Grand Soir à l'alternative*, *op. cit.*, chapitre IV.

¹⁴ Cf. *Du Grand Soir à l'alternative*, *op. cit.*, chapitre V ; et « Il post-fordismo : realita o illusione ? », *Vis-à-vis*, n°7, Bologne, 1999.

¹⁵ « La hausse tendancielle du taux de profit », *op. cit.*, page 3.

¹⁶ « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *op. cit.*, pages 53-54.

¹⁷ « Le débat sur le taux de profit », *op. cit.*, page 3. Cf. aussi « Le taux d'accumulation ne suit plus le taux de profit », note *hussonet* n°2, 25 septembre 2008, <http://hussonet.free.fr/> ;

¹⁸ Cf. « Le débat sur le taux de profit », *op. cit.*, page 5.

¹⁹ « Le partage de la valeur ajoutée en Europe », *op. cit.*, page 62.

²⁰ Cf. « Sur la crise (4) : Derrière l'austérité salariale, une nouvelle agression contre le salariat », mis en ligne sur le site de *A l'Encontre* <http://www.alencontre.org/> le 17 août 2010.